

# Grèce : Alexis Tsipras déjà dos au mur

09/11/2015,  
14:23

Alexis Tsipras va devoir prouver sa capacité de résistance à la volonté des créanciers. Alors qu'en moins de deux semaines, le premier ministre grec a fait voter deux lois « omnibus » contenant de nombreuses réformes, alors qu'il a accepté de faire voter une loi sur les banques ôtant à l'Etat grec tout moyen de contrôle sur ses dernières, l'Eurogroupe (réunion des ministres des Finances de la zone euro) de ce soir devrait refuser le déblocage de la tranche de 2 milliards d'euros du programme « d'aide. »

## Faciliter les expulsions pour mieux renflouer les banques

Pourquoi ? Parce que le gouvernement grec refuse d'accéder à la demande des experts du « quartet » (la troïka formée de la Commission européenne, de la BCE et du FMI augmentée du MES) qui veulent faciliter les expulsions de la résidence principale.

Jusqu'ici, les Grecs qui ne parvenaient plus à payer leurs traites immobilières étaient protégés lorsque la valeur estimée du bien était inférieure à 250.000 euros. Les créanciers voudraient abaisser ce seuil pour que les banques puissent récupérer une partie des prêts et « réalisent leurs pertes. » Ainsi, le renflouement des établissements bancaires sera plus aisé et moins coûteux pour le contribuable européen.

L'ennui, c'est que ces expulsions risquent de provoquer des situations sociales dramatiques. De nombreux Grecs profitaient de cette tolérance pour continuer à disposer d'un logement, malgré le chômage ou des baisses drastiques de salaires. Les expulser signifierait les pousser à la pauvreté et au déclassement dans un pays où les perspectives d'emplois sont quasiment nulles. Le gouvernement d'Alexis Tsipras refuse donc, depuis deux semaines, de se soumettre à cette exigence qui est devenue une condition pour débloquer la tranche de 2 milliards d'euros.

## Augmenter le volume de saisies pour dettes envers l'Etat (impôts...)

L'autre point de discordance réside dans le système d'étalement des paiements dus au Trésor grec. Selon Athènes, le montant de ces créances s'élève à 72 milliards d'euros.

En mars, pour apurer cette créance au mieux et sans peser sur l'activité, le gouvernement Tsipras avait mis en place un étalement en 100 mensualités des dettes envers l'Etat. Une décision qui avait permis de voir les remboursements s'améliorer rapidement.

Mais, là aussi, cette mesure n'est pas du goût des créanciers qui estiment que l'Etat devrait faire valoir ses créances avec plus de vigueur, notamment avec des saisies. Sauf que de telles pratiques ne manqueraient pas d'aggraver les faillites et la situation conjoncturelle de l'économie grecque.

## Démontrer que le gouvernement ne peut pas défendre les Grecs

Malgré la signature du troisième mémorandum et la bonne volonté affichée -et largement prouvée- de l'exécutif grec qui s'est fait réélire sur le respect de ses engagements, les créanciers ne cessent de mettre à l'épreuve le gouvernement d'Alexis Tsipras.

L'objectif politique qui a déterminé toute la stratégie des créanciers entre janvier et juillet, et qui visait à « neutraliser » le gouvernement grec, semble toujours d'actualité. Tout se passe en effet comme si, en réclamant des mesures socialement violentes, ils cherchaient réellement à réduire à rien non seulement la capacité d'action de ce

gouvernement, mais aussi ce qu'il lui restait d'engagement électoral.

Car, lors de l'élection du 20 septembre, Syriza, le parti d'Alexis Tsipras, avait cherché à convaincre les électeurs qu'il était capable de défendre les intérêts des Grecs contre les exigences des créanciers. Il est, à présent, mis en demeure de le prouver.

## **Logique politique ? ou financière à court terme... ?**

Le pourra-t-il ? Rien n'est moins sûr. Le ministre grec de l'Economie, Georges Stathakis, assure que l'Eurogroupe de ce lundi 9 novembre au soir permettra de « trouver un accord politique. » On se croirait revenu aux plus belles heures de la « négociation » du printemps, lorsque, devant les portes closes de l'Eurogroupe, Alexis Tsipras s'en allait chercher à Berlin un « accord politique » avec Angela Merkel.

Mais le temps est-il encore aux « accords politiques » alors que le mémorandum, lui, prévoit que le gouvernement grec doit accepter toute mesure jugée nécessaire et que l'Eurogroupe a toujours refusé la logique du compromis, autrement dit, la logique politique, en restant à sa propre logique financière à court terme. Laquelle, évidemment, plaide en faveur des mesures du « quartet. »

## **Ce soir, on mesurera le poids du soutien de la France à Athènes**

Le gouvernement grec est donc pris au piège. Ses moyens de pression sur les créanciers sont faibles. Certes, il semble pouvoir s'appuyer sur la France dont le gouvernement soutient une ligne modérée qui consiste à s'en tenir aux seules mesures du mémorandum. Michel Sapin, le ministre français des Finances, lui aussi, a défendu l'idée d'un accord dès ce lundi.

« La Grèce a fait des efforts considérables et c'est un peu étrange de lui demander toujours plus », a indiqué le locataire de Bercy, qui a dit « comprendre » la résistance grecque.

Cette position française semble ne pas s'imposer à l'Eurogroupe, ce qui permet de mesurer l'influence de Paris dans cette instance. En réalité, l'Allemagne qui a régulièrement fait savoir depuis quelques semaines qu'elle était prête à davantage de souplesse si la Grèce gardait sur son sol plus de migrants, ne semble pas vouloir bouger.

Pour le moment, aucun signe concret de bienveillance de la part de Berlin n'a été signalé. Bien au contraire. Wolfgang Schäuble, avant la réunion de l'Eurogroupe, s'est inquiété de la lenteur des mesures grecques, notamment la formation du fonds de privatisation. Et de conclure qu'il "n'y a que peu de chance qu'on parvienne ce soir à un accord."

Et Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe, de prévenir qu'il fallait réaliser les mesures "bancaires" pour ne pas mettre en péril la recapitalisation des banques. Avant lui aussi d'exclure toute libération des 2 milliards d'euros ce lundi.

## **Marges de manœuvre réduites**

Si l'alliance franco-hellénique ne permet pas de réduire les exigences des créanciers dans les semaines à venir, le gouvernement grec n'aura guère de moyens de pression concrets. Si les créanciers maintiennent leur position, Alexis Tsipras devra choisir entre la soumission et la faillite. Il choisira sans doute la première. La Grèce doit en effet payer 1,2 milliard d'euros au FMI avant la fin décembre. Surtout, le programme accepte un déficit avant service de la dette de 0,5 % du PIB cette année, soit environ 900 millions d'euros.

Concrètement, ceci signifie que, si les 2 milliards d'euros ne sont pas versés, la Grèce devra renoncer à payer le FMI

et sans doute faire des économies supplémentaires.

Compte tenu de la situation encore très fragile de l'économie hellénique, le gouvernement grec ne peut guère espérer engager une vraie résistance contre la volonté des créanciers, sauf à aggraver encore l'incertitude des agents économiques. Bref, la résistance grecque ne pourra guère durer.

## **Le choix du 13 juillet dans sa dure matérialité**

Alexis Tsipras découvre donc concrètement le prix de son choix du 13 juillet. Il dépend de la bonne volonté des créanciers.

Si l'Eurogroupe entend les arguments de Michel Sapin, il peut obtenir gain de cause et sans doute, dans ce cas, l'Allemagne, cherchant à tout prix à freiner le flot des réfugiés, aura poussé à plus de flexibilité.

Mais les arguments propres à Alexis Tsipras et à la Grèce n'auront pas été entendus en tant que tels. La situation grecque joue désormais un rôle mineur dans les décisions des créanciers qui sont plus occupés à choisir sur la priorité de leurs propres intérêts. Sans compter que les créanciers tentent aussi d'arriver en position de force dans le cadre des négociations sur la dette. Un Tsipras trop discipliné serait bien trop en position de force. Il s'agit de poursuivre le "storytelling" de la Grèce rétive aux réformes pour ne pas accorder à Athènes ce qu'elle veut dans la renégociation de la dette.

"